

Elections législatives Profession de foi



LANTEIRES Teiva

MINARDI Eric

DUBIEF Miri

DAUPHIN Muriel
suppléante

MAURI Taiau
suppléant

ROCKA Pedro
suppléant

3^{ème} circonscription

1^{ère} circonscription

2^{ème} circonscription

NOS RACINES POLYNESIENNES TEA'A NO PORINETIA

Madame, Monsieur,

À l'élection présidentielle, nous avons été 37 319 Polynésiens et Polynésiennes à voter pour Marine Le Pen, c'est-à-dire plus de 41 % des électeurs participants. Il s'agit d'un résultat historique.

Dans quelques jours, nous voterons pour élire notre député. Là encore, le choix sera simple : en reprendre pour 5 ans avec le système actuel, qui nous fait si mal, ou choisir la voie du véritable changement.

Nous faisons devant vous une promesse solennelle : celle de vous défendre réellement, fortement et de représenter dignement notre merveilleuse Polynésie française à Paris. En particulier, nous comptons nous battre pour le renforcement de notre statut d'autonomie, seul garant du respect de notre identité et de notre culture.



front national / te nati bleu marine



Je soutiens Miri Dubief



Je soutiens Eric Minardi



Je soutiens Teiva Lanteires

► Réparation des conséquences des essais nucléaires :

Il est scandaleux que l'État n'assume pas ses responsabilités civiles afin de réparer les conséquences de toute nature des essais (santé, environnement). Il faut donc en revenir au strict respect des engagements pris par Jacques CHIRAC : ces engagements doivent être sanctuarisés dans la loi organique.

Le rétablissement de la Dotation globale pour le développement économique, sanctuarisée à 18 milliards FCFP et indexée sur le coût de la vie. Elle doit être gérée par les autorités de la Polynésie française.

► **Santé et solidarité nationale** : nous commençons à être fatigués des promesses non tenues (indemnisation des essais nucléaires, amélioration des infrastructures de santé), il est temps d'avoir des députés qui exigent ce qui nous est dû ! Les malades doivent être pris en charge par l'État et non par les cotisants à la CPS.

L'État doit reprendre sa place dans le financement du régime de solidarité territorial, auquel il contribuait à hauteur de 3,5 milliards de FCFP afin de contribuer à l'équilibre du système de santé.

► **Éducation** :

Aux côtés de la Polynésie, l'État doit reprendre sa place dans le financement de la construction des établissements scolaires. Pour ce faire, rétablir la dotation à 1,8 milliard FCFP par an afin que la jeunesse de Polynésie française puisse étudier dans des conditions matérielles similaires à celles des autres Français du territoire national.

► **Emploi** :

Depuis dix ans, l'emploi en Polynésie a connu une récession sans précédent, le bilan de la droite et de la gauche est catastrophique en matière de développement économique et social (voir les chiffres de la CPS). Il faut relancer absolument l'économie de notre pays.

► Nous proposons de **créer en Polynésie française une université internationale de la Mer** associant tous les acteurs locaux et nationaux (scientifiques, économiques, militaires, etc.)

► Afin de **favoriser la sortie rapide des dossiers de défiscalisation** nous sommes favorables à des agréments locaux accordés pour les projets de logements sociaux, intermédiaires et industries n'excédant pas 20 millions d'euros (2,4 milliards FCFP)

► **Nous prôtons un retour de l'armée avec des missions spécifiques** : surveillance de la ZEE avec tous les moyens actuels. Renforcement du SMA. Mise en place de médecins militaires dans les îles lointaines. Opérations d'aide aux populations en cas de calamités naturelles.

► **Nous nous battons pour que nos étudiants polynésiens soient prioritaires pour l'obtention d'un logement étudiant.** De même nous pèserons de tout notre poids pour que la continuité territoriale soit de nouveau opérationnelle et abondée financièrement. (Nos étudiants ne doivent pas payer plus de 10% de la valeur de leurs billets d'avion, l'État doit se charger d'acheter des packages afin de favoriser ces tarifs).

► **Revenir sur la loi de 2009 concernant l'ITR en Polynésie française** afin qu'elle ne soit pas supprimée en 2028.

► **Encouragement de l'état aux développements durables en développant des programmes autour des énergies renouvelables** : solaire, hydrolienne, bio diversité. aide à l'agriculture sans pesticide et à la pêche (voir retour de l'armée).



front national / te nati bleu marine



Je soutiens Miri Dubief



Je soutiens Eric Minardi



Je soutiens Teiva Lanteires